



Conseil économique et social

Distr. générale
25 novembre 2014
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-troisième session

4-13 février 2015

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par Make Mothers Matter, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

14-65523X (F)



Merci de recycler 



Déclaration

Soutenir l'épanouissement des mères dans le monde contemporain

Make Mothers Matter se réjouit de l'occasion qui lui est offerte de repenser et de renforcer le développement social en sensibilisant sur la question des tâches familiales non rémunérées.

Make Mothers Matter estime que les travaux de soins non rémunérés contribuent considérablement au bien-être, au développement social et à la croissance économique. Dans la mesure où nous examinons la condition de la femme sous l'angle des mères, nous faisons particulièrement référence aux tâches familiales lorsque nous traitons de la question des travaux de soins.

Pour transformer le quotidien de millions de femmes et améliorer le développement social, il convient de repenser cette question qui comprend deux principaux défis liés : reconnaître que les tâches ménagères non rémunérées constituent un lien social vital au sein de la société et formuler des politiques qui permettent aux mères de retourner sur le marché de l'emploi et d'être des acteurs pleins du développement au sein de leurs communautés sans être pénalisées pour ces tâches familiales non rémunérées.

L'inégale participation des femmes et des hommes au marché de l'emploi, et partant, leur accès aux ressources économiques, se justifient par des raisons structurelles et sociales; l'une des principales raisons de cette inégalité étant le fait d'être mère.

De nombreuses études démontrent que les mères, plus que les pères, placent leurs responsabilités familiales avant leur carrière, suspendant leur carrière ou optant pour des emplois à temps partiel pour des raisons familiales.

Ce choix entrave leur carrière et réduit leurs revenus financiers, leur sécurité financière future et leur reconnaissance sociale. Ces conséquences négatives ont un nom : la pénalité pour le fait d'être mère.

Make Mothers Matter estime que les mesures qui encouragent les pères à assumer plus de responsabilités dans la vie familiale sont essentielles et elle les soutient vivement. Toutefois, en attendant que les responsabilités soient équitablement partagées, nous devons être conscients de la réalité que vivent les mères et de ce qu'elles veulent.

Les résultats d'une enquête effectuée en Europe par Make Mothers Matter (en 10 langues et dans 16 pays, auprès de 12 000 personnes environ), révèlent que les mères ont des aspirations très similaires dans toute l'Europe. Elles veulent être reconnues, aimeraient passer plus de temps avec leurs enfants et se voir offrir de véritables choix.

Selon cette enquête, les femmes voudraient voir l'importance de leur rôle reconnu dans la contribution au bien-être de leurs enfants et de leur famille, mais aussi à l'avenir de la société.

La majorité d'entre elles désire passer plus de temps avec leurs enfants. Elles veulent être actives sur le marché du travail tout en prenant soin de leur famille, accordant la priorité à l'un ou à l'autre selon l'âge et le nombre des enfants.

Toutefois, les mères n'ont pas de choix réel entre la prise en charge de leurs enfants et l'activité professionnelle. Dans l'un ou l'autre cas, elles sont pénalisées du simple fait d'être mère, et par conséquent, sont exposées – avec leurs enfants – à un risque plus élevé de pauvreté.

Le risque de pauvreté est aggravé dans les pays en développement où le manque de services publics, d'infrastructures et de lois, entre autres raisons structurelles, constitue une entrave supplémentaire à l'autonomisation des mères. Dans cette situation les mères doivent relever un double défi : prendre soin de leurs enfants tout en exerçant des activités génératrices de revenus pour pouvoir survivre.

De manière précise, résoudre les problèmes associés au fait d'être mère est une question d'égalité entre les sexes. Le fait d'être mère ne devrait pas être considéré comme un obstacle, mais comme une réalité à laquelle le marché de l'emploi et la société doivent s'adapter.

L'objectif stratégique contenu dans le Programme d'action de Beijing visant à mettre fin à toute discrimination des employeurs à l'égard des femmes en période de grossesse, de congé de maternité ou de retour sur le marché du travail est loin d'avoir été atteint.

Recommandations

Étant donné que le manque de temps est un problème lancinant chez la majorité des femmes dans le monde, des mesures et des politiques devraient être mises au point pour concilier le temps consacré au travail et le temps réservé au soins de la famille.

Make Mothers Matter propose une démarche de cycle de vie qui permette aux femmes et aux hommes de poursuivre une carrière discontinuée, quittant partiellement ou complètement le monde du travail pour une période définie pour s'occuper de leurs enfants et les éduquer.

Cette nouvelle vision de la vie professionnelle peut être rendue possible si l'on facilite le retour sur le marché du travail. Aujourd'hui, comme il est difficile de réintégrer le marché du travail, on est moins enclin à le quitter parce que les périodes de non-emploi sont très rapidement pénalisées.

Ce problème pourrait être atténué en :

- Facilitant davantage l'accès, après une interruption de travail et à tout moment de la vie, à des possibilités de formation qualifiantes;
- Reconnaisant les compétences acquises et développées en effectuant des tâches familiales non rémunérées. Des textes ont été élaborés à cet égard et il serait bon d'en encourager l'application. Si l'Union européenne veut atteindre son objectif de 75 % d'emplois à l'horizon 2020, il faudra trouver les voies et moyens pour aider les mères à retourner sur le marché du travail, car elles constituent une source inexploitée de main-d'œuvre qualifiée et compétente;
- Adaptant le cadre réglementaire du travail à temps partiel de manière à éliminer la discrimination à l'égard des travailleurs à temps partiel. Aux Pays-Bas, où il existe un cadre réglementaire favorable, 48 % de la main-d'œuvre travaille à temps partiel, dont 71 % de femmes;

- Adaptant les régimes de pension pour y introduire des crédits pour soins ou des systèmes similaires pour compenser les périodes consacrées aux tâches familiales non rémunérées. Ces périodes devraient être reconnues comme contributives.

Les moyens investis aujourd'hui pour gérer les cas de stress et d'épuisement pourraient être utilement réaffectés à la mise en œuvre de telles mesures.

Enquêtes sur l'utilisation du temps

Des mesures efficaces pour un meilleur équilibre entre la vie familiale et la vie professionnelle seront introduites lorsque la valeur des tâches ménagères non rémunérées et de la formation informelle à la maison sera reconnue et prise en compte par les décideurs et les employeurs. Le Programme d'action de Beijing relève que la proportion des femmes dans la population active ne cesse d'augmenter, même si les travaux non rémunérés qu'elles assument dans le ménage et dans la communauté n'ont pas diminué pour autant et que, dans tous les types de ménage, le revenu des femmes est de plus en plus un apport indispensable. La conséquence en est que les femmes font une double rotation, sont pénalisées en termes de temps et de santé, leurs enfants et leur famille en pâtissent, le tout entraînant stress et épuisement.

Le poids des travaux domestiques non rémunérés des mères est plus élevé dans les pays en développement où ces travaux le plus souvent comblent l'absence d'infrastructures et de services. Dans ces cas, l'absence de temps qui en résulte est particulièrement importante, et en privant les femmes d'un temps précieux pour s'occuper des tâches familiales, se former et s'engager dans des activités génératrices de revenus, elle perpétue le manque d'éducation et la pauvreté économique chez les mères et leurs enfants.

Make Mothers Matter appelle à des études et des enquêtes sur l'utilisation du temps pour mesurer et différencier les activités non rémunérées. Quelques études sur l'utilisation du temps révèlent même que les mères au foyer passent moins de temps avec leurs enfants que celles qui travaillent à l'extérieur. Ceci s'explique par le fait que les personnes interrogées n'ont pu relever qu'une seule activité principale, ignorant le fait que les tâches familiales pourraient être considérées comme une activité simultanée.

Make Mothers Matter demande des études qui attribuent une valeur monétaire aux tâches familiales non rémunérées afin de démontrer l'apport de ces tâches à l'économie rémunérée. Dans son rapport à l'Assemblée générale en 2013, Magdalena Sepúlveda Carmona, la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, a déclaré que la valeur monétaire des tâches domestiques et des soins à la personne était estimée de 10 à plus de 50 % du produit intérieur brut.

Des données et des études exactes sur les tâches familiales non rémunérées, accomplies principalement par les mères, amèneront les décideurs et les employeurs à reconnaître ces tâches et à en tenir compte. Elles contribueront également à la reconnaissance que les mères sollicitent, laquelle sera suivie de mesures.

L'épuisement et le stress des mères, la responsabilité parentale qu'elles assument et la pauvreté accrue qu'elles et leurs enfants subissent font partie de la vie familiale d'aujourd'hui. Il s'agit d'un problème universel de société qu'il faut résoudre.

Make Mothers Matter soutient entièrement la déclaration que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a faite, lors d'un point de presse à l'occasion de la publication en 2011 d'un rapport intitulé *Doing Better for Families*, et qui donne une orientation permettant de repenser le développement social, pour dire que les pays de l'OCDE ont besoin de trouver le meilleur équilibre entre le fait de préparer les familles pour la vie au marché du travail et préparer le marché du travail pour la vie des familles.
